



## PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT  
DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA COHESION SOCIALE  
PÔLE DE L'ENVIRONNEMENT/BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES  
DAECS- BIC-TN n°2007-162

### INSTALLATION CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

—  
Ville de FRESNICOURT-LE-DOLMEN

—  
SARL ROCHE AUTO RECUPERATION

### ARRETE PREFECTORAL PORTANT AGREMENT

—

Le Secrétaire Général de la Préfecture  
du Pas-de-Calais chargé de l'administration  
générale de l'Etat dans le département

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 et notamment son article 18;

VU le décret n° 2003-727 du 1er août 2003 relatif au stockage, à la dépollution et le découpage des véhicules hors d'usage et notamment son article 9;

VU le décret du 29 octobre 2004 portant nomination de M. Patrick MILLE, administrateur civil détaché en qualité de sous-préfet hors classe, en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais (1ère catégorie) ;

VU l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif à la procédure d'agrément;

VU l'arrêté préfectoral du 29 octobre 1971 ayant autorisé la SARL ROCHE AUTO RECUPERATION à exploiter des installations de récupération de véhicules hors d'usage et de métaux, 39 rue Jean Jaurès à FRESNICOURT-LE-DOLMEN ;

VU la demande présentée par M. le Directeur de la SARL ROCHE AUTO RECUPERATION en vue d'obtenir l'agrément relatif à son installation de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage située à FRESNICOURT-LE-DOLMEN ;

.../...

VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées en date du 23 mai 2007 ;

VU la délibération du Conseil départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 29 juin 2007 à la séance duquel le pétitionnaire était absent ;

**Considérant que:**

- le dossier présenté contient l'ensemble des éléments demandés à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005
- le pétitionnaire s'est engagé à respecter le cahier des charges « démolisseur » défini en annexe I de cet arrêté
- que les contrôles établis par l'organisme qualifié n'ont pas montré de non-conformité.

VU l'envoi du projet d'arrêté au pétitionnaire en date du 3 juillet 2007

**Considérant** que le pétitionnaire n'a pas d'observation à formuler sur le projet ;

**SUR** la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

## ARRETE

### ARTICLE 1

La Société SARL ROCHE AUTO RECUPERATION dont le siège social est situé 39, rue Jean Jaurès à FRESNICOURT-LE-DOLMEN (62150), est agréée pour effectuer à la même adresse la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage sous le numéro PR 62 0000 24 D (« démolisseur »).

L'agrément est délivré pour une durée de 6 ans maximum à compter de la date de notification du présent arrêté.

### ARTICLE 2

La Société SARL ROCHE AUTO RECUPERATION est tenue dans l'activité pour laquelle elle est agréée à l'article premier du présent arrêté, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le Cahier des Charges annexé au présent arrêté.

### ARTICLE 3

L'arrêté préfectoral du 29 octobre 1971 est complété par les dispositions suivantes :

**3.1.** - Les déchets pouvant être admis et traités sur le site sont les ferrailles et les véhicules hors d'usage (VHU).

Les véhicules hors d'usage admis sur le site proviennent des sociétés d'assurance, des garagistes, des particuliers, des administrations, des constructeurs, des fourrières et des domaines.

Les quantités annuelles admises sont limitées à 50 véhicules soit environ 40 t/an.

Les déchets admis sont éliminés conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation et à la réglementation en vigueur.

**3.2.** - Les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables avec dispositif de rétention.

Les pièces graisseuses, y compris les pièces destinées à la vente, sont entreposées dans des lieux couverts.

**3.3.** - Les emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir.

**3.4.** - Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés.

Les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, antigels et de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention.

Les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie, en particulier, le dépôt doit être situé à plus de 10 m de la limite de propriété et des stockages de produits combustibles.

La quantité de pneumatiques usagés est limitée à 5 m<sup>3</sup>.

**3.5.** - Les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnés aux articles 3.2. et 3.3, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel respecte les critères de qualité suivants :

- . pH compris entre 5,5 et 8,5,
- . matières en suspension totales inférieures à 100 mg/l,
- . hydrocarbures totaux inférieurs à 10 mg/l,
- . plomb inférieur à 0,5 mg/l.

#### **ARTICLE 4**

La Société SARL ROCHE AUTO RECUPERATION est tenue d'afficher de façon visible à l'entrée de son installation son numéro d'agrément et la date de fin de validité de celui-ci.

#### **ARTICLE 5:**

Délai et voie de recours (article L514-6 du Code de l'Environnement): la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

.../...

**ARTICLE 6 :**

Une copie du présent arrêté est déposée à la Mairie de FRESNICOURT-LE-DOLMEN et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté imposant des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de cette installation sera affiché à la Mairie de FRESNICOURT-LE-DOLMEN. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire de cette commune.

Ce même extrait d'arrêté sera affiché en permanence dans l'installation par l'exploitant

**ARTICLE 7 :**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, M. le Sous-Préfet de BETHUNE, M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise à M. le Directeur de la SARL ROCHE AUTO RECUPERATION et au Maire de la commune de FRESNICOURT-LE-DOLMEN.

ARRAS, le **18 JUIL. 2007**

Le Secrétaire Général  
chargé de l'administration générale  
de l'Etat dans le département



  
Patrick MILLE

## CAHIER DES CHARGES ANNEXE A L'AGREMENT N° PR 62 0000 24 D

### 1°/ Dépollution des véhicules hors d'usage.

Afin de réduire toute incidence sur l'environnement, le titulaire est tenu de réaliser les opérations suivantes avant tout autre traitement :

- les batteries et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les composants susceptibles d'exploser sont retirés ou neutralisés ;
- les huiles de carter, les huiles de transmission, les huiles de boîte de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, antigel et de frein, les fluides de circuits d'air conditionné ainsi que tout autre fluide présent en quantité significative sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties concernées ;
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés dans la mesure du possible ;
- les éléments mentionnés comme devant être démontés dans l'arrêté pris en application du I de l'article R.318-10 du code de la route et qui ont été rendus identifiables à cette fin sont retirés.

### 2°/ Opérations visant à favoriser le réemploi, le recyclage et la valorisation.

Le titulaire retire les éléments suivants du véhicule :

- pots catalytiques ;
- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium ;
- pneumatiques et composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableau de bord, récipients de fluides etc.) ;
- verre.

Le titulaire peut mettre en œuvre des conditions alternatives qui assurent au moins un niveau équivalent de protection de l'environnement. Il peut ainsi ne pas retirer ces éléments s'ils sont séparés lors ou à l'issue du broyage ou du découpage dans des conditions qui permettent leur recyclage en tant que matériaux.

Les opérations de stockage sont effectuées en veillant à ne pas endommager les composants et éléments valorisables ou contenant des fluides et les pièces de rechange.

### 3°/ Traçabilité.

Le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R.322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction.

Il est tenu de ne remettre les véhicules hors d'usage qu'à un broyeur agréé ou à toute autre installation de valorisation ou d'élimination autorisée à cet effet et assurant un traitement similaire dans un autre Etat, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage s'est effectué dans le respect des dispositions du règlement (CEE) n°259/93 du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la communauté européenne.

Les conditions de transfert entre le démolisseur agréé et le broyeur agréé doivent permettre la traçabilité de ces véhicules.

Le titulaire est tenu de délivrer au broyeur qui prend en charge le véhicule hors d'usage après traitement un exemplaire du récépissé de prise en charge pour destruction.

#### 4°/Réemploi

Le titulaire est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réemploi et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces de réemploi peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L.221-1 du Code de la Consommation.

#### 5°/ Dispositions relatives aux déchets

Le titulaire élimine les déchets conformément aux dispositions des titres I<sup>er</sup> et IV du livre V du code de l'environnement.

#### 6°/ Communication d'information.

Le titulaire est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée et à l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, le cas échéant sous forme électronique, la déclaration prévue par l'arrêté du 19 janvier 2005 susvisé.

#### 7°/ Contrôle par un organisme tiers.

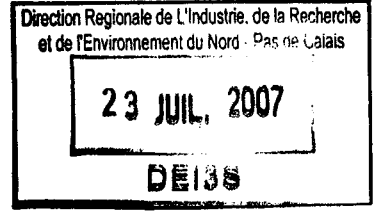
Le titulaire fait procéder chaque année par un organisme tiers à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions de son arrêté préfectoral et aux dispositions du présent cahier des charges. L'organisme tiers est accrédité pour un des référentiels suivants :  
vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n°761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;  
certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS Qualicert  
certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le BVQI.

Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.

→ Dep GS Bethune  
23/7/07

Ampliation destinée à :

- M. le Directeur de la SARL ROCHE AUTO RECUPERATION  
39, Rue Jean Jaurès à FRESNICOURT-LE-DOLMEN (62150)
- M. le Sous-Préfet de BETHUNE
- M. le Maire de FRESNICOURT-LE-DOLMEN
- M. le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement  
Inspecteur des installations classées à DOUAI
- Dossier
- Chrono



A copie sy  
sup